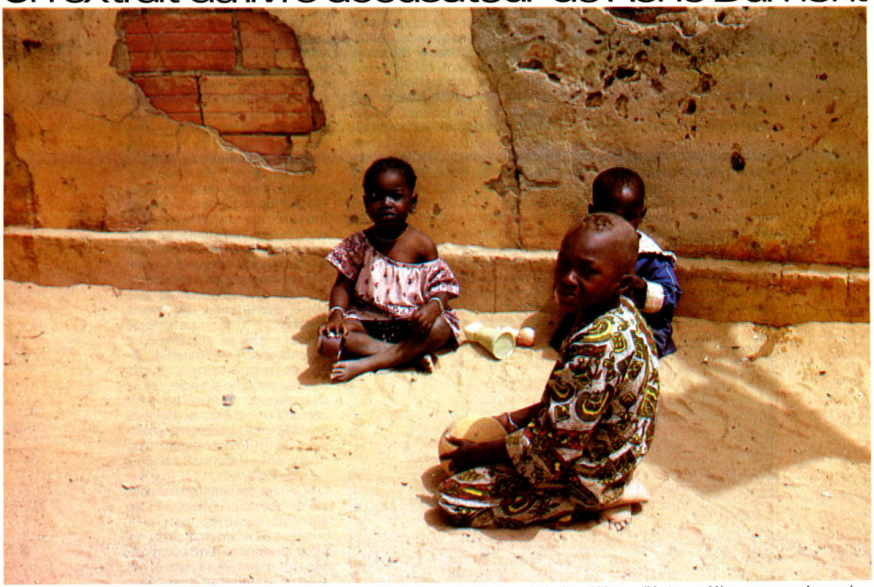
Un extrait du livre accusateur de René Dumont



Ces enfants du Sahel manquent déjà de la ressource naturelle la plus évidente, l'eau. C'est tout le mode de vie en Afrique qu'il faut reconsidérer pour assurer leur survie.

PLUS D'ESPOIR POUR L'AFRIQUE

Il y a un quart de siècle, René Dumont écrivait un livre appelant l'Occident au secours d'un continent menacé. Son titre : « L'Afrique noire est mal partie ». Aujourd'hui, il publie « Pour l'Afrique, j'accuse » (Editions Plon), qui est le constat navrant d'un désastre. Ni l'indépendance, ni l'aide au tiers monde, ni le progrès, ni les années de prospérité ne semblent avoir apporté au continent noir la moindre chance de sortir de sa misère, d'échapper à sa lente auto-destruction. Une forte croissance démographique paraît rendre le problème encore plus insoluble. La forêt qui disparaît lentement, la désertification qui gagne chaque année du terrain, l'égoïsme, l'incompétence, le gaspillage des ressources naturelles, les migrations condamnent d'avance tous les espoirs. « Paris Match » publie en exclusivité le bilan que fait René Dumont de tant d'années d'erreurs. Il propose quelques solutions simples qui empêcheraient peut-être dans l'avenir les pays développés d'être écrasés par les décombres d'une Afrique qu'ils n'auront pas pu vraiment aider.

« Pour l'Afrique, j'accuse » : ce titre veut alerter, avant qu'il ne soit trop tard. Car, enfin, de l'Ethiopie et du Soudan au Sahel, et même de Somalie en Mozambique, l'Afrique, ce continent perdu, est menacée de mort. Trop d'hommes, trop de bétail, une politique agricole absente (ou dirigée seulement vers la production à l'exportation) : la désorganisation et la déstructuration, par le mépris, des sociétés paysannes et pastorales... et voici tout l'environnement qui se dégrade si vite, que le désert avance. S'agit-il d'évoquer la mort des enfants d'aujourd'hui et nous réagissons ; mais lorsqu'en 1953 j'annonçais la mort prochaine des sols et de la végétation, on ne s'en souciait guère. « Prenez garde, consuls », c'est un dernier avertissement. En 1978, l'ambassade des Etats-Unis à Addis-Abeba indiquait que les hauts plateaux d'Ethiopie perdaient plus d'un milliard de tonnes par an de sol superficiel "top soil" par érosion ; cela signifiait plus d'un million de morts, à la prochaine sécheresse : c'est fait. Demain, au Sahel, il faudra peut-être les compter par millions.

De retour de nombreuses tournées dans les savanes et les steppes malheureusement fort peu arrosées (même en juillet-août, la saison des pluies), je recueille une somme considérable d'informations obtenues sur le terrain auprès des cadres, des techniciens, des chercheurs et autres responsables et surtout auprès des paysans et des éleveurs. J'y ajoute une surabondante documentation (qui était très faible dans les années 1960-1962).

L'objectif de l'O.u.a., l'autosuffisance alimentaire de l'Afrique en l'an 2000, cet objectif n'a cessé de s'éloigner. Les conditions économiques et politiques, « l'ordre » mondial, comme les dominations urbaines locales, ont continué d'accentuer la paupérisation des paysanneries, rendues de ce fait moins capables de résister aux avancées du désert. La misère rurale est une cause essentielle de la désertification, laquelle ne cesse de s'aggraver : cercle vicieux, spirale descendant vers « l'enfer du désert et de la faim ».

Le Sénégal de 1983-1984 n'a produit que 31 % de ses besoins céréaliers ; durant la dernière décennie, il n'a même pas produit la moitié des céréales qu'il a consommées.

Partout dans le Sahel, ce déficit agricole ne cesse de se creuser. La malnutrition – trop souvent due à de dures disettes, sinon à des famines – s'accroît en même temps que le volume de l'aide alimentaire et des importations commerciales, donc que le niveau de dépendance. Pour prétendre encore que la loi du marché, le libéralisme économique, permettrait aux pays du Sahel de s'en sortir, il faut être aussi ignorant que Reagan, et aussi ambigu que ses conseillers.

En réalité, cette loi du marché ne s'applique guère, dans son intégralité, qu'aux produits primaires (agricoles et minerais) des pays pauvres. Toutes les agricultures des pays riches (Europe, Amérique du Nord, Japon, etc.) sont fortement protégées. On parle beaucoup, à Bruxelles, des coûts de production du blé, du lait, du sucre, de la betterave, de l'huile d'olive et même du vin. On n'y parle point des coûts de production du café, du cacao, du thé, des huiles tropicales, du caoutchouc ou du coton.

Voilà vingt-quatre ans que je signalais déjà l'extrême gravité de la situation de l'Afrique et de son avenir, quand celle-ci se voit obligée de brader, sans avoir les moyens de les valoriser, ses ressources minérales : minerais de fer ou de cuivre, bauxite, cobalt, uranium, etc. Quand ce continent sera en mesure de construire des complexes industriels lui appartenant en propre, ses meilleurs minerais seront déjà épuisés. Il lui restera les latérites.

Et voici que s'accentue une autre dégradation, au moins aussi grave, de son patrimoine foncier : les sols africains sont de plus en plus appauvris, dégradés, quand ils ne sont pas ruinés, par les érosions et la désertification que les paysans démunis n'ont pas la force ni les moyens de combattre efficacement. Et le climat s'en trouve aussi – on le sait depuis peu – aridifié.

Le Sahara fut longtemps peuplé de bovins et d'éleveurs ; les gravures rupestres en témoignent. Les éléphants de l'armée d'Hannibal passèrent les Alpes, mais leurs ancêtres avaient, auparavant, traversé le Sahara à raison de 400 kilos d'herbe ou de feuilles par jour. Les armées marocaines qui parvinrent jusqu'à Tombouctou et bien au-delà, avaient pu, sans grandes difficultés, franchir cet obstacle, alors moins redoutable. Le commerce transsaharien devait fleurir, même après l'arrivée des Portugais sur les côtes d'Afrique, jusqu'à ce que le trafic maritime finisse par le remplacer...

La sécheresse est une calamité qui s'aggrave depuis plusieurs millénaires. Savoir si elle va continuer à s'accentuer – car, depuis 1968, il en est ainsi et de façon croissante – est pour les prochaines décennies, une question dont les climatologues ne cessent de débattre. La période sèche 1968-1973, qui culmina en 1973, ne manquait certes point de précédents historiques.

Cependant, les années 1983-1984 ont été plus redoutables que les années 1968-1973, car alors la zone forestière avait été relativement épargnée.

La sécheresse de 1983 a frappé le Ghana et la Côte-d'Ivoire jusqu'à la côte ; leurs grands barrages hydroélectri-

QUAND ON CONSTRUIRA DES COMPLEXES INDUSTRIELS EN AFRIQUE, LES MINERAIS SERONT DEJA EPUISES

ques n'ont pas été remplis.
Le fastueux Cocody, le « beau quartier » d'Abidjan, a dû s'éclairer à la bougie.
Des dizaines de milliers d'hectares de plantations de café et même de cacao, situés en zone forestière, autrefois si humide, ont été détruits par des feux de brousse, ceux-ci ayant été attisés, en janvier-février 1983 par les vents d'harmattan et une atmosphère aussi desséchée qu'en savane.
On me dit qu'un tiers des cacaoyères du Ghana a également brûlé.
Le Fouta-Djalon, le massif montagneux des Peuls de Guinée, a été, lui aussi, largement déboisé : ce n'est pas sans influencer le climat.
Dans leur excellente étude, « Reversing Africa's Decline », Lester R. Brown et Edward C. Wolf parlent de changements climatiques provoqués par la population. « L'humidité charriée sur les continents est recyclée par les forêts – tombant en pluie, puis retournant dans l'air par évapotranspiration... Quand les forêts sont défrichées, la partie de l'eau qui s'écoule augmente et l'évaporation diminue. La disparition des forêts de Côte-d'Ivoire et du Nigeria peut réduire le recyclage de l'eau, donc la quantité de vapeur d'eau disponible pour générer (...) la pluie sur le Sahel. » Claude Reboul, chercheur à l'Inra (Institut national de la recherche agronomique) assimile donc à juste titre ce déboisement à une piraterie climatique.
« L'autosuffisance alimentaire et la conservation des forêts sont aujourd'hui des enjeux déterminants et complémentaires pour la vie d'une partie du monde » écrivent Jean-Clément et Sylvain Strasfogel dans une étude sur le déboisement et l'avancée du désert. La conférence mondiale "Sylva", en février 1986, souligne le drame que représente le déboisement du Fouta-Djalon, qui est le château d'eau de l'Afrique de l'Ouest : c'est là que deux de ses grands fleuves – Niger et Sénégal – prennent naissance l'un près de l'autre. Le fleuve Sénégal avait un débit annuel « historique » estimé à 24 milliards de mètres cubes. Mais, à Bakel, en 1983, celui-ci n'est plus que de 7 milliards. On a même noté quelques jours sans écoulements.
Pour la première fois depuis qu'on en mesure le débit, le fleuve Niger a cessé de couler en juin 1985, fin de la saison sèche, à Niamey.
La désertification, au sujet de laquelle l'alerte est donnée trop tardivement, ne relève pas seulement des variations climatiques, de la seule sécheresse. Elle n'a rien d'un phénomène naturel inéluctable : le moment est venu de mettre l'homme en face de ses responsabilités.
L'ensemble du continent africain perdrait 3,6 millions d'hectares de forêt par an, soit 0,5 % de son total. Mais dans la zone côtière d'Afrique de l'Ouest, la perte dépasse 5 % l'an ; la Côte-d'Ivoire qui avait 15 millions d'hectares de forêts vers 1950, n'en compte plus guère que 2 millions en 1986.
Au moins aussi grave est la dénudation progressive, au nord de la zone forestière, de la savane autrefois largement boisée du Sahel. Année après

EN JUIN 1985, FIN DE LA SAISON SECHE A NIAMEY, LES EAUX DU NIGER AVAIENT CESSE DE COULER

année, le paysage s'éclaircit terriblement, comme en témoignent les photographies comparées du même village faites par le père Marin Terrible de Bobo Dioulasso, ce valeureux défenseur de l'environnement au Sahel.
Quoique bien tardivement, la gravité du déboisement est enfin reconnue aujourd'hui. Autour de chaque capitale, on va chercher toujours plus loin le bois de chauffe pour la cuisine.
Et le couvert semi-arboré des arbres dispersés dans les champs s'éclaircit, tandis que les derniers lambeaux de forêts plus ou moins dégradées disparaissent... On accorde des permis de coupe, mais ceux qui les obtiennent dépassent leurs droits : le Sénégal perdrait de cette manière 75 000 hectares de forêts par an...
Dakar, et plus encore Nouakchott, cuisinent surtout au charbon de bois. Au lieu d'utiliser d'abord les arbres tués par la sécheresse – plus durs à couper –, les charbonniers coupent les arbres encore vivants. Le Sénégal, nous dit Bernard Duhamel, brûlerait par an 1,7 million de tonnes de bois et 223 000 tonnes de charbon de bois, lesquelles correspondent à plus de 1,1 million de tonnes de bois. « La part urbaine représente 40 % de cette consommation, pour 20 % de la population totale »...
J'ai déjà signalé – outre le bois d'œuvre – les autres sources de déboisement : surcoupe des arbres servant de fourrage aérien, et abattis d'épineux pour clôtures, un gaspillage absolument inacceptable du travail et de l'environnement.
Mais j'ai pu constater un autre fait, moins connu, moins étudié, je l'ai nommé « la couronne de désherbement ». En entrant dans Zinder, j'ai été frappé de voir des centaines d'ânes et de chameaux apportant, sur leurs dos bâtés, des charges de foin, ou même d'herbes séchées arrachées avec leurs racines – tout se mange – dans les bas-fonds humides jusque-là couverts d'une belle végétation. Ceci pour nourrir un cheptel urbain, dont le nombre s'accroît avec la richesse des villes, richesse qui procède surtout du commerce – le Nigeria est proche – et est en partie acquise aux dépens des campagnes.
Jules Dumont, mon oncle, cultivateur des Ardennes, répétait volontiers : « Qui vend son foin vend sa ferme en morceaux. » Car qui ne donnait point son foin à son propre bétail, fabriquait moins de fumier. L'urba-

nisation du bétail semble s'accentuer dans le Sahel. C'est, avec le déboisement, une nouvelle source d'appauvrissement : les auréoles désherbées entourant les grandes villes se multiplient. Si les crottes de brebis et de chèvres retournent souvent dans les jardins, elles ne vont point aux champs. Et les urines sont perdues, faute de litières pour les absorber, et de traditions pour faire de bons fumiers.

Chacun connaît l'importance capitale de la sécheresse mais l'homme peut l'aggraver, bien plus qu'on ne le pense, en accroissant la désertification qui lui est liée. Un haut fonctionnaire du ministère de la Santé du Niger me disait : « Il suffirait de trois mois de bonnes pluies bien réparties, pour produire assez de grains pour nourrir trois fois la population actuelle. » Escamotage du problème démographique, réaction typique de ceux qui refusent leurs responsabilités, attitude d'irresponsables indignes de leurs charges. C'est pour bâtir les maisons, cuire la nourriture – sinon se chauffer en hiver – que le Sahel est déboisé. Le service forestier de Tahoua, au Niger, nous dit que l'on coupe plus de cent arbres chaque fois qu'on en replante un seul. Avec 3,2 % d'accroissement annuel de population, les 350 millions d'habitants de l'Afrique noire battent les records du monde. La population augmente de onze millions chaque année ! Or, 70 % de celle-ci vit déjà en dessous du seuil de pauvreté absolue et la malnutrition ne cesse de s'aggraver.

L'Afrique tout entière a vu sa population passer de 219 millions en 1950 à 285 millions en 1960, et 551 millions en 1985. Le rythme d'accroissement annuel est passé de 5 millions au début de cette période à 15 millions aujourd'hui. Le Kenya, avec 3,5 % d'accroissement annuel dénombre 50 % de sa population ayant moins de 15 ans – Nigeria et Zimbabwe en recensent 48 %, Algérie et Ghana 47 %, Tanzanie 46 %, Zaïre 45 %, Ethiopie 43 %... Les projections du service Population des Nations-Unies prévoient que, de 500 millions en 1980, l'Afrique pourrait tripler en 45 ans, et atteindre 1,5 milliard d'habitants en l'an 2025...

Quant à l'Ethiopie, en 2045, elle devrait compter 231 millions d'habitants, en multipliant par six sa population. Le Nigeria n'atteindrait, dans ces prévisions, le seuil de croissance démographique zéro, qu'en l'an 2035, avec 618 millions d'habitants ! Il est bien évident que ces chiffres ne seront jamais atteints car il y aura augmentation de mortalité – inévitable si on ne sait pas réduire les naissances. Même si on ne faisait que s'en rapprocher, le couvert végétatif serait détruit sur des surfaces énormes, et le potentiel de production agricole, forestier et pastoral réduit de plus de moitié.

LA POPULATION DE L'AFRIQUE, DE 219 MILLIONS EN 1950, ATTEINDRA UN MILLIARD ET DEMI EN 2025

En 1964, à Dakar, c'est la première fois que je suis réadmis sur le sol africain après mon livre « L'Afrique noire est mal partie ». Vingt-cinq journalistes africains demandent à rencontrer l'auteur de ce livre contesté. Après avoir exposé les problèmes qui m'apparaissaient les plus importants et esquissé des éléments de solutions, l'un d'eux me dit : « Professeur, vous nous demandez de réaliser en une génération une révolution agricole que vous, en Europe, vous avez mis des siècles à accomplir. Laissez-nous le temps... »

Ma réponse : « Ce n'est pas moi qui vous accule à aller vite... c'est votre démographie. Si vous la ralentissiez, vous auriez plus de temps... »

Ceux qui prétendent encore l'Afrique tropicale dépeuplée, ou sous-peuplée – et la comparent aux zones climatiques voisines de l'Inde plus peuplée – sous-estiment :

– la fragilité extrême des sols du Sahel et des savanes, vite accentuée par la déforestation et les érosions. Les pluies de 1985 sur des sols déstructurés par la sécheresse, faute d'humus, ont entraîné des milliards de tonnes de sol superficiel, le sol fertile – y compris les semences qui y avaient été placées ;

– les grands obstacles à l'intensification agricole et à la protection du milieu naturel contre dégradations et érosions, que représentent la paupérisation accrue de la paysannerie africaine et l'analphabétisme.

Quant à déplacer massivement ces hommes des savanes en zone forestière, il faudrait pour cela réaliser le rêve de N'Krumah : « One Africa, one Nation », une seule Afrique. Et l'on détruirait ainsi la seule grande forêt du monde (avec l'Amazonie), celle qui risque de persister un peu plus longtemps, et qui, de ce fait, constitue un facteur essentiel de notre survie.

Le Sahel n'est pas seul en danger. La menace du désert ne cesse de se préciser et de s'aggraver, et elle est reconnue trop tard. Les chefs d'Etat africains s'inquiètent enfin, et il y a bien longtemps que nous sommes nombreux à les avoir avertis ! Abdou Diouf a organisé à Dakar, du 18 au 24 juillet 1984, une conférence réunissant les pays du Maghreb et ceux du C.i.l.s.s. « pour une prise de conscience plus forte, un engagement politique plus ferme dans la lutte contre la désertification ».

On y dira que le désert recouvre désormais les trois quarts du sol nigérien, d'où les gommiers disparaissent ; que le Sénégal perd 75 000 hectares de forêt par an, pour le bois de chauffe et le charbon de bois ; que le fleuve Sénégal n'a atteint, en 1983 et 1984, que le tiers de son débit *(suite page 8)*

(suite de la page 6) moyen, etc. Tous les rapports concernant l'Afrique admettent enfin la gravité de la situation. La Banque Mondiale reconnaît qu'au début de 1983, 60 % des Africains vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Après deux ans de mauvaises récoltes, ce chiffre augmente, et on évoque la possibilité effroyable qu'en 1995, 80 % d'Africains ne disposeront plus du minimum vital. Dès 1980, la F.u.a.o. soulignait que la production alimentaire par Africain était inférieure de 10 % à celle de 1970. L'Egypte, par exemple, ne dépassait pas, en 1882, 7,5 millions d'habitants. 103 ans plus tard, elle atteint les 47 millions. Dans cette malheureuse Egypte, le taux de suffisance alimentaire ne cesse de décroître, malgré une culture irriguée intensive – sur seulement 2,5 millions d'hectares – que les villes rognent et que le barrage d'Assouan prive de limons. En 1984, le débit du Nil baisse dangereusement et ce pays se voit réduit à une dépendance qui tourne à la mendicité. Il faut tenir le plus grand compte des opinions de ceux qui décident de l'aide alimentaire... Et d'abord du plus grand pourvoyeur de céréales du monde, « le grand Satan » : les Etats-Unis d'Amérique.

Pourtant, l'Egypte a toujours eu, durant cette période, un taux d'accroissement de sa population inférieur à celui du Sahel d'aujourd'hui : 3 % l'an de croissance démographique (taux qui se calcule comme des prêts « à intérêt composé ») multiplie une population par 20 en un siècle et par 20 millions en six siècles ! Dès 1964, au Vietnam, puis en 1966 dans un de mes livres, il m'était facile de souligner que le taux d'accroissement de la production alimentaire – que certains (qui se disaient optimistes) prévoyaient toujours élevé – ne pourrait jamais, à long terme, se maintenir à 3 % l'an. Une population croissant aussi rapidement constituait donc la plus grave des menaces, que seuls des irresponsables pouvaient sous-estimer. Mais les démographes français s'inquiètent plus du vieillissement de la population française que des dangers de cette « implosion démographique ».

Dire encore, en 1986, que l'Afrique est sous-peuplée, c'est faire preuve d'ignorance. C'est confondre le potentiel théorique de production, dans une situation « parfaite », avec les possibilités économiques et sociales du Sahel au sud du Sahara, en 1986. C'est oublier la domination économique et politique des pays riches sur les pays pauvres, celle des villes sur les campagnes, la balkanisation de l'Afrique, ses guerres intestines, ses réfugiés, etc. La fragilité extrême des sols ; et même du climat, qui semble se dégrader. Certes, j'ai déjà esquissé les possibilités d'une « révolution agricole », du type « fourrages-fumier » et précisé que c'était là un préalable (qui aurait dû passer avant le couple tracteur-engrais, lequel a été introduit en premier). On a mis ainsi – c'est bien le cas de le dire – « la charrue avant les bœufs ».

Cette révolution agricole s'est réalisée en Europe occidentale, dans une situation totalement différente de celle que présente le Sahel de 1986. Nos vieux pays utilisaient les chariots, la culture attelée et le fumier de ferme depuis bien plus d'un millénaire. L'artisanat, qui avait progressé au moyen âge, y était largement développé. L'instruction était généralisée dans les campagnes danoises, bien avant Napoléon...

Si l'explosion démographique se poursuivait au Sahel, alors « l'Ethiopie » ne serait qu'un prélude à la plus grande famine de l'histoire de l'humanité. Elle pourrait atteindre une intensité telle que tous les moyens de transport terrestre de vivres risqueraient d'être débordés, à moins qu'on ne continue à utiliser les avions militaires, enfin rendus à une utilisation pacifique. Mais à quel prix ? Les armées ne les laisseraient pas aisément, et pendant longtemps, disponibles pour des usages civils et civilisés !

Je rouvre un de mes livres que j'avais un peu oublié, paru à la fin de 1953. « Economie agricole dans le monde », regroupant des notes recueillies de l'Afrique noire au Maghreb et au Tonkin, et surtout en Europe, démocraties populaires naissantes incluses. Le chapitre final est titré : « Le malthusianisme économique est responsable de la "faim du monde" ». Car celui-ci limitait le développement de la production à la satisfaction des besoins solvables, que j'opposais « aux besoins réels de l'ensemble de la population, y compris les enfants de chômeurs ».

J'y rappelais que, déjà, d'après la F.a.o., « plus des deux tiers des hommes ne mangent pas à leur faim ». J'y réclamais donc « la première priorité aux investissements agricoles au sens large du terme... englobant la préservation et l'amélioration du patrimoine foncier, la lutte contre les érosions... ».

Un autre paragraphe titrait (déjà !) : « L'accroissement de production alimentaire ne suit plus celui de la population ». Et j'y opposais le coût modique de la lutte antipaludique (un demi-dollar par tête, Ceylan, 1950) au coût cinq cents fois plus élevé des investissements agricoles estimés nécessaires par la F.a.o. pour « une amélioration modeste des conditions culturales en Inde » : 250 dollars par travailleur agricole. Et je signalais la gravité de l'explosion démographique, « dépassant 1 % d'accroissement global, fait sans précédent dans l'histoire du globe ». Ce chiffre était déjà fort dépassé, et les

LE DRAME ETHIOPIEN, PRELUDE A LA PLUS GRANDE FAMINE DE L'HISTOIRE DE L'HUMANITE

estimations citées beaucoup trop optimistes.

Avec Cépède et Lengellée, nous indiquions la possibilité, pour l'Egypte, d'atteindre 38,5 millions d'habitants en l'an 2000, alors qu'elle dépasse déjà 50 millions en 1986 ! Et nous parlions, avec les démographes de l'époque, de près de quatre milliards d'habitants sur la planète en l'an 2000... alors que nous serons sûrement plus de 6 milliards.

J'ajoutais : « Aucun précédent ne nous permet de promettre, dans la structure actuelle de l'économie, un accroissement annuel de plus de 3 % de la production agricole. » Je citais donc Cépède et Lengellée, qui nous rappelaient : « Le problème de l'alimentation de l'humanité est soluble par une révolution technique ; mais pour une telle transformation, il faut une révolution économique et par conséquent, sociale et politique »... Et voici que la « révolution verte » du blé, du riz et du maïs, qui n'a jamais éliminé la faim, nous donne hélas raison. Je citais aussi Alfred Sauvy, qui nous avertissait plus gravement : « L'insuffisance des investissements dans les pays sous-développés risque de tourner à la catastrophe, si la guerre froide se prolonge. » Un tiers de siècle après, on ne peut entrevoir la fin de cette « guerre ». Il incitait à « transférer d'énormes sommes du secteur militaire au secteur créateur... pour ne pas se trouver un jour devant une marée asiatique difficile à contenir (...) Si l'on ne s'unit que contre un tiers, l'union (de l'Est et de l'Ouest) ne peut se faire que contre l'ennemi monstrueux de la misère montante ».

Protestant déjà contre notre « bouffe » occidentale, je précisais que « chaque calorie animale d'un Nord-Américain prive de huit calories végétales le minimum vital d'un Mexicain ou d'un Brésilien du sertão... Or, une coopérative laitière placée aux portes de Dieppe trouve un intérêt économique à envoyer à la mer ses excédents printaniers de lait écrémé, aliment protecteur essentiel de la santé ». On peut, certes, me reprocher une attitude moraliste quand j'écris : « L'essentiel de l'histoire de l'humanité réside dans le plus noble des combats, le seul noble, la lutte contre la famine. » Et que je termine ce livre par : « L'économie de profit, étayée sur les armements, au point d'en arriver à redouter la paix, devra céder la place à l'économie de lutte contre la faim. » Même si l'on peut critiquer cette attitude, je n'arrive pas à la regretter. La seule erreur de cette étude est un excès d'optimiste : je n'ai pas été – l'avenir nous l'a montré – suffisamment « catastrophiste ».

Chargé de préparer des esquisses de plans de développement rural pour les jeunes Etats africains accédant à l'indépendance, de 1958 à 1961, j'ai déjà expliqué pourquoi je m'étais senti obligé d'avertir, cette fois plus solennellement et sans précaution de langage, que : « L'Afrique noire est mal partie ». Affirmation claire, sans équivoque. Après des éclats de colère, le livre se répand – pour devenir finalement un classique des écoles africaines.

LES GOUVERNEMENTS FRANÇAIS SUCCESSIFS SE SONT SURTOUT SOUCIES DE MAINTENIR LEUR INFLUENCE

En 1985, vingt ans après, nous pensions qu'il serait difficile de nous reprocher cet avertissement, « nous allons à la famine », à un moment où les disettes graves ne sont pas éliminées, ni du continent indien, ni des bidonvilles et des villages ruinés d'Amérique dite latine... Les famines les plus graves éclatent en Ethiopie, en Mozambique, au Soudan et en Somalie – et elles atteignent ou menacent tout le nord du Sahel.

Pour ma part, je répétais en 1953 (ce que je disais dès 1930 alors que j'étais en Indochine) : « Endiguer l'explosion démographique, tâche la plus urgente, la plus difficile... prolongée, elle serait capable de submerger, de balayer tous les autres efforts : en dépassant, comme elle le fait déjà dans la majorité du tiers monde, l'avance économique. »

Dans la seconde édition (1974), je rappelle que « dans la prolongation des tendances actuelles, le monde serait menacé d'une catastrophe sans précédent dans l'Histoire. Le plus étonnant, quand on écrira son histoire, sera le petit nombre de ceux qui l'auront prévue, alors que sa probabilité était si éclatante ». « Pour l'Afrique, j'accuse ». Comment rester serein face à la perspective d'une catastrophe sans précédent dans l'histoire de l'humanité, une catastrophe qui menace un continent entier ? Je l'avais assez largement prévue dès 1962, en publiant « L'Afrique noire est mal partie » Que dire, en 1986 ?

J'accuse les gouvernements français qui se sont succédés depuis 1960 de s'être surtout souciés d'y maintenir leur influence. Politique d'abord, en confortant au pouvoir ceux qui restaient dans notre allégeance, au besoin par interventions militaires : du Cameroun dès 1959 au Tchad en 1984, en passant par le Gabon, la Mauritanie, les Comores, le Zaïre, etc. Economique ensuite, avec le maintien dans ces pays d'une économie dominée, apte à nous ravitailler en francs, nous assurant des débouchés privilégiés...

J'accuse la majorité des dirigeants africains d'avoir d'abord profité des privilèges du pouvoir, en vivant largement au-dessus des ressources du pays : la ville de Yamoussoukro, le « Versailles ivoirien », a contribué à l'endettement de ce pays, dont on a trop longtemps vanté la réussite économique : on par- *(suite page 88)*

L'AFRIQUE

(suite de la p. 9) lait du « miracle ivoirien ». Je les accuse ensuite d'avoir exporté une partie des capitaux reçus au titre de l'aide, d'avoir abusé de la corruption. Mais n'oublions pas d'accuser les corrupteurs, qui sont parmi nous...

J'accuse largement la Coopération française d'avoir accepté de financer des projets somptuaires et d'avoir favorisé ces métropoles aux quartiers extravagants (qui avoisinent « les bidonvilles du désespoir ») comme Cocody à Abidjan ou la Corniche-Ouest de Dakar. D'avoir financé des projets aberrants, comme les deux barrages du fleuve Sénégal en 1986. Je l'accuse d'avoir accentué les inégalités du savoir en finançant le seul enseignement du français, aux dépens des langues nationales africaines.

J'accuse la Banque mondiale d'avoir, jusqu'au rapport Berg de 1981, préféré les cultures d'exportation, « les seules qui permettent de rembourser les emprunts », aux dépens des cultures vivrières. Ayant largement financé les oléagineux, le thé et le tabac, les prix mondiaux de ces produits ont chuté, et nous en profitons, nous les pays riches. Et tous ces organismes, le G.a.t.t. inclus, n'ont rien fait contre la dégradation des termes de l'échange, qu'ils se contentent (tardivement) de déplorer ; et qui ruine l'Afrique.

J'accuse le Fonds monétaire international d'acculer ces pays à une austérité payée par les plus pauvres ; et de refuser tout protectionnisme, pourtant indispensable au départ du « développement ». Et de compromettre l'avenir des enfants d'Afrique, en obligeant à réduire les dépenses d'éducation et de santé. Sur ce point, j'ai l'appui de l'Unicef, dans son dernier rapport sur l'Afrique.

J'accuse la grande majorité des bureaux d'études et des experts internationaux de toucher des honoraires et des salaires extravagants, qui ponctionnent une large part des crédits « d'aide » en Afrique. Timberlake cite des salaires allant jusqu'à 180 000 dollars U.s. par an.

J'accuse tous ces projets industriels dont beaucoup ont rapidement fait faillite, et dont les autres ont ruiné les artisanats autochtones, sans être capables de fournir les besoins de base et le niveau d'emploi dont ces pays et ces populations ont besoin.

J'accuse enfin – et sur ce point l'agronome est plus catégorique –, tous ceux, Européens et Africains, qui ont promu et favorisé des projets de développement rural totalement inadaptés. Certains ont ruiné les écologies, comme l'arachide mécanisée, du Tanganyika à la Casamance. Les autres ont totalement négligé la protection de l'environnement et ainsi largement favorisé les érosions par l'eau et le vent, la dégradation des sols, donc finalement l'avancée du désert et, plus grave encore, ont ruiné l'ensemble des paysanneries africaines.

J'accuse enfin tous ces responsables, dirigeants, experts, etc., d'avoir si souvent, par leurs politiques, ignoré, ruiné et méprisé les paysans et les paysannes de ces pays d'Afrique. Et ceux qui ont contribué à déstructurer ces sociétés traditionnelles, qui avaient su gérer leurs terroirs...

Alphabétisation fonctionnelle de tous les ruraux, meilleurs prix agricoles, aide aux organisations paysannes nées de la base, etc. Dépêchez-vous de comprendre l'extrême urgence de ces actions, non plus de sauvetage mais de « développement », au vrai sens du terme. Et cela non pas seulement pour l'Afrique, mais pour l'avenir de nos pays et de nos enfants, qui ne resteraient pas impunément trop longtemps privilégiés. C'est toute la planète qui est menacée, nous a dit le Club de Rome, dont nous oublions trop vite le message, qui dans l'ensemble, après quelques rectifications mineures reste valide.

Notre « petite planète » n'est pas capable de supporter longtemps les conséquences d'une surpopulation délirante et de l'activité industrielle incontrôlée de notre société de consommation, qui épuise les ressources rares non renouvelables de cette terre et détruit une large part d'un écosystème dont nous faisons partie. ■

EXTRAIT DE « POUR L'AFRIQUE, J'ACCUSE » PAR RENE DUMONT. © 1986. EDITIONS PLON. PARIS.

PARIS MATCH

PRESIDENT : Daniel Filipacchi
DIRECTEUR GENERAL : Roger Thérond
REDACTION EN CHEF : Michel Sola (rédacteur en chef), Patrick Miler (textes), Patrick Mahé (adjoint).
consultant : Ph. de Baleine, Jean Cau, Robert Serrou.
DIRECTEUR ARTISTIQUE : Guy Thillat.
CHEFS des SERVICES :
informations : Pierre Mannique.
politique : Michel Gonod. **grands dossiers :** Marie-France Saurat.
Vous : Anne Braillard.
secrétariat de rédaction : Pierre Reynès.
ECRIVAINS : Philippe Bouvard, Sabine de la Brosse, Arthur Conte, Philippe Labro, P. Poivre d'Arvor, Louis Sapin, Marc Ullmann, Odette Valéri.
GRANDS REPORTERS : Jacques-Marie Bourget, Jean-Michel Caradec'h, Claude Devedeux, Agathe Godard, Hubert d'Havincourt (grands dossiers), Georges Ménager, Virginie Merlin, Georges Renou, Vick Vance, Jean-Pierre van Geirt.
REPORTERS PHOTOGRAPHES : Claude Azoulay, Jean-Claude Deutsch, Jack Garofalo, Patrick Jarnoux, Richard Jeannelle, Michel Le Tac, Manuel Litran, Roger Pichene, Michelle de Rouville, Jean-Claude Sauer.
REPORTERS : Patricia de Beauvais, Jean-François Chagneau, Pépita Dupont, Willy Golberine, Maggie Kosnar, Michel Lecercq, Noëlle Narma, Joëlle Ody, Dominique Ottavioli, Colette Portier, Christiane Ramasseul, Marie Robinet, Irène Vacher, J.-C. Zana, F. Joyes (New York), Ben Porat (Tel-Aviv).
POLITIQUE : Liliane Gallifet, Laurence Masurel, Florence Portès.
DOCUMENT : Marie-Thérèse de Brosses.
REDACTEUR EN CHEF ADJt (Technique) : Jacques de Potter.
SECRETARIAT DE REDACTION : Pierre Champalle (Edition internationale), Aline Etienne, Claudie van Gelder, Mariette Lemembre, Nicole Lorreleux, Patrick Richard Mauris.
COORDINATION : Edith Séréro.
SERVICE ARTISTIQUE : Jean-Claude Vaubourg (chef de studio), Michel Assouline, (1re maquettiste), Françoise Beuzen, Ludovic Bourgeois, Gilles Iscan, Robert Bonneville (dessinateur).
Laborantins : Georges Boissard, Michel Narce, Noël Torteveye.
SERVICE PHOTO : Didier Rapaud, Gérard Le Sommer, Pierre Verginol.
DOCUMENTATION : Fernande Gaignard (chef de service), Hélène de Panafieu (adjointe), Christine Azuni, Catherine Berthomé, Christine Guillemeau, Giovanni Mosca, Sylvie Painchaux, Isabelle Parault, Séverine Pérol, Agnès Scherer, Michel Wantrop.
ARCHIVES PHOTOS : Christian Bugun (chef de service) Gérard Ratineaud (adjoint), Roselyne Bry, Ivo Chorne, Anne-France Handel, Geneviève Mustelli, Dominique d'Orglandes, Sophie Perez.
STENOGRAPHES-REDACTEURS DE PRESSE : Nicole Brochler (chef de service) Jean-Pierre Lanos, Michel Mousseigne, Guadalupe Mesas Villaverde, Muriel Simottel.
SECRETARIATS : Christine Terneau (assistante de direction), Monique Bale, Brigitte Tabary, A. Torrès, M. Vénel.
EDITIONS REGIONALES : Jean-Michel Haedrich.
REVENTE : Jackie Fixot (tél. 47.38.43.21).
PARIS MATCH TV REDACTEUR EN CHEF : Jean Duneux.

PUBLICATIONS FILIPACCHI
CONSEIL D'ADMINISTRATION : Daniel Filipacchi (président directeur général), Frank Ténot (vice-président directeur général), Gérald de Roquemaurel (directeur général), Sylvain Floirat, Jean Frydman, Rupert Murdoch, Edmond de Rothschild, Roger Thérond.
COMITE DE DIRECTION : Daniel Filipacchi (président), Frank Ténot (vice-président), Roger Thérond (directeur des rédactions), Gérald de Roquemaurel (directeur général), Philippe Séchet (directeur général de la publicité), Marc Demotte, Jean Hohman.

DIRECTIONS ADMINISTRATIVES
DIRECTEUR GENERAL ADJOINT : Pascal Bellanger, assisté de Claudette Schmitt (assistante juridique).
RELATIONS HUMAINES : Nathalie Chaumet.
SECRETAIRE GENERAL : Françoise Jarry.
GESTION : Jean de Bosdelfre assisté de Thierry Brusset (abonnements), Guido Frasca (magasin).
FABRICATION : Jean-Paul Briand assisté de Brigitte Bernède et de Bernard Koenig (fabrication), Michèle Deroche (achats), Pierre-Charles Nivière (régie studio).
PROMOTION : Philippe Dovet assisté de Yves Chanel (adjoint) et de Catherine Martin.
INFORMATIQUE : Gilbert Momas.
COMPTABILITE : Claude Ochsner.

PUBLICITE
DIRECTEUR GENERAL : Philippe Séchet assisté de Jacques Krémer **(directeur général adjoint).**
EDITIONS NATIONALE ET PARISIENNE : Intermatch, 67, avenue des Champs-Elysées, 75008 Paris. Tél. : 42.56.72.72.
Directeur : Herbert Michaelis.
Chefs de publicité édition nationale : Gérard Aupied, Rémi Bain-Thouverez, Mylène Desclaux, Guy Besson, Jean-François Curly. **Edition parisienne :** Christina Arman.
EDITIONS REGIONALES : H.F.R. (Hachette Filipacchi Régions), 64, rue Pierre-Charron, 75008 Paris. Tél. : 42.25.09.09.
Directeur commercial : Patrick Rousselle.
EDITION INTERNATIONALE : Copédipresse, 63, avenue des Champs-Elysées, 75008 Paris. Tél. : 42.56.72.72.
Directeur : Fred Siksou.

SERVICES COMMERCIAUX
EDIVENTE : 2-6, rue Ancelle, 92525 Neuilly. Tél. : 47.38.43.21. Dépositaires : 05.38.40.10.